
À propos
de HD

→ page 6

HD en 2020 :
la paix en perspective

→ page 10

Gouvernance –
Le Conseil de fondation

→ page 30



Rapport Annuel 2020 médiation pour la paix

**Intègre. Neutre. Indépendant.
Décentralisé. Efficace.**

**Le Centre pour le dialogue
humanitaire (HD) joue un rôle
de médiateur entre des gouverne-
ments, des groupes armés non
étatiques et des partis d'opposi-
tion pour réduire l'intensité des
conflits, limiter les souffrances
humaines causées par la guerre
et développer des opportunités
de règlement pacifique.**

**Organisation à but non lucratif
établie en Suisse, HD mène plus
de 50 projets de construction
de la paix à travers le monde,
contribuant ainsi à ouvrir à des
individus, des communautés et
des pays une voie vers la stabilité
et le développement. →**



Table des matières

HD en 2020 : la paix en perspective

→ page 10



La COVID dans les zones de conflit → page 12

Médias sociaux et cyberspace → page 12

Efforts de paix et inclusion → page 14

Moyen-Orient et Afrique du Nord → page 18

Afrique francophone → page 20

Afrique anglophone et lusophone → page 22

Eurasie → page 24

Asie → page 26

Amérique latine → page 28

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d’humanité, d’impartialité, de neutralité et d’indépendance. Sa mission est d’aider à prévenir et résoudre les conflits armés, et en atténuer les conséquences, par le biais du dialogue et de la médiation.

Centre pour le dialogue humanitaire (HD)
114 rue de Lausanne, 1202 Genève, Suisse
Tél. : +41 (0)22 908 11 30
E-mail : info@hdcentre.org
Site Internet : www.hdcentre.org

Suivez HD sur Twitter et LinkedIn :
<https://twitter.com/hdcentre>
<https://www.linkedin.com/company/centreforhumanitariandialogue>

Conception : Hafenkron
Mise en page : Rick Jones, StudioExile

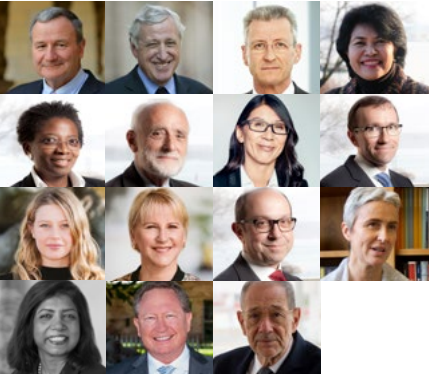
© 2021 – Centre pour le dialogue humanitaire
La reproduction de l’intégralité ou d’une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ou à mention de son origine.

Crédits photo
Page 30 : Photo de M. Espen Barth Eide. © HD – Crédit photo : Alban Kakulya
Page 30 : Photo de M. Pierre Vimont. © Ministère français des Affaires étrangères
Page 31 : Photo de Mme Sarah F. Cliffe. © Center on International Cooperation
Page 31 : Photo de M. Neil Janin. © HD – Crédit photo : Alban Kakulya
Page 31 : Photo de M. Armin Slotta. © Armin Slotta
Page 31 : Photo de Mme Dewi Fortuna Anwar. © HD
Page 31 : Photo de M. l’ambassadeur Karl Eikenberry. © Karl Eikenberry
Page 32 : Photo de Mme Grace Forrest. © Minderoo Foundation
Page 32 : Photo de Mme Ameerah Haq. © Nations unies
Page 32 : Photo de M. Jakob Kellenberger. © HD – Crédit photo : Alban Kakulya
Page 32 : Photo de Mme Joanne Liu. © Rodolphe Beaulieu
Page 33 : Photo de Mme ‘Funmi Olonisakin. © HD – Crédit photo : Alban Kakulya
Page 33 : Photo de Mme Margot Wallström. © Margot Wallström
Page 33 : Photo de M. Javier Solana. © ESADEge – Center for Global Economy and Geopolitics
Page 33 : Photo de M. Andrew Forrest. © Minderoo Foundation

À propos
de HD → page 6



Gouvernance –
Le Conseil de fondation → page 30



Investir
dans la paix → page 34



À propos de HD

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée siégeant à Genève et fondée sur les principes d’humanité, d’impartialité, de neutralité et d’indépendance.

La mission de HD est de contribuer à prévenir et résoudre les conflits armés, et en atténuer les conséquences, par le biais du dialogue et de la médiation.

Depuis 1999, l’organisation travaille au-delà du cadre de la diplomatie traditionnelle. Elle engage le dialogue avec des parties difficiles à atteindre et traite des problèmes parfois insolubles par d’autres méthodes.

Avec plus de 50 initiatives de médiation et de dialogue à travers le monde et plus de 300 collaborateurs dont la plupart travaillent sur le terrain, HD s’est imposé comme un leader de la diplomatie privée et un acteur « informel » majeur du secteur de la construction de la paix.

En 2020, l’organisation a obtenu de solides résultats malgré les nombreuses difficultés causées par la pandémie de COVID-19. Elle a ainsi mené des activités sur le terrain au Moyen-Orient, en Afrique, en Eurasie, en Asie et en Amérique latine, tout en renforçant son expertise dans le domaine des conflits numériques et en favorisant l’inclusion des femmes, des jeunes et d’autres groupes dans les processus de paix.

Notre action

- **Facilitation et médiation** : HD propose différents services pour mettre en relation les parties qui cherchent à résoudre un conflit. Lorsque la discrétion est cruciale, l’organisation facilite la création de voies de communication entre ces acteurs afin d’empêcher une flambée du conflit ou d’atteindre un objectif humanitaire. Ce travail peut constituer une première étape vers un processus de paix officiel.
- **Dialogue** : HD soutient et dirige des processus de dialogue confidentiels ou publics entre plusieurs parties, souvent en complément d’un processus de paix officiel. Les ententes entre élites ne sont généralement ni possibles ni légitimes, et se révèlent bien souvent inefficaces. Le rétablissement de la paix après une période de conflit exige en effet de parvenir à un consensus plus large.
- **Conseil** : HD peut aussi jouer le rôle de conseiller afin d’aider une ou plusieurs parties à renoncer à la violence armée. Ces activités de conseil sont souvent unilatérales mais ouvertes à toutes les parties. Elles reposent largement sur la confiance et doivent se conformer au même principe d’impartialité qui sous-tend les engagements entre plusieurs parties.
- **Soutien à la médiation** : Lorsque HD n’est pas le tiers principal du processus, il peut fournir son expertise et apporter un soutien technique et logistique aux parties en conflit ou à un autre tiers, par exemple un médiateur. L’organisation n’entre jamais en compétition avec le médiateur officiel d’un processus. En effet, [sa Charte](#) place les intérêts des processus de paix avant toute autre considération.

HD s’est également imposé comme un leader du secteur de la médiation en encourageant des discussions sur des défis émergents et en partageant les enseignements tirés de ses propres expériences.



Médiateurs communautaires dans la région du Sahel – © HD

Son équipe de recherche et d’appui à la médiation (Mediation Support, MESU) fournit un soutien opérationnel crucial en proposant de nombreux services : expertise technique, aide à la conception de processus, planification stratégique, analyse critique des projets de HD mais aussi partage d’informations sur les précédents projets avec ses équipes et la communauté de la médiation dans son ensemble.

Des résultats mesurables

L’action de HD est axée sur les résultats. L’organisation entend par conséquent démontrer l’impact concret de ses initiatives en faveur de la paix.

Ses travaux peuvent aboutir à un accord officiel de paix ou de gestion de conflit (les résultats les plus pertinents et les plus tangibles), mais aussi produire de nombreuses étapes intermédiaires utiles, notamment :

- établir un premier contact avec des acteurs de conflit difficiles à approcher ou soulever des questions difficiles à traiter ;
- bâtir des relations de confiance et des voies de communication entre les parties ;
- négocier des déclarations unilatérales ou conjointes ;
- arbitrer des accords temporaires pour réduire la violence ou favoriser l’accès humanitaire.

La marque de fabrique de HD est sa capacité à s’engager avec agilité et discrétion, en partenaire neutre, indépendant et fiable. Cette spécificité représente également un atout majeur dans les environnements de conflit sensibles.

Notre approche

Flexible et réactive

En tant qu’entité privée, HD est capable de réagir de manière souple et rapide aux crises émergentes et de s’adapter aux événements imprévisibles. Dotée d’une approche dynamique et entreprenante, l’organisation encourage ses employés à développer et lancer des initiatives créatives pour la paix tout en exerçant ses activités dans un cadre de responsabilité ferme.

Décentralisée et forte de ses réseaux

Pour que ses opérations restent agiles et réactives aux événements sur le terrain, HD a mis en place les pôles régionaux suivants : Asie, Eurasie, Afrique anglophone et lusophone, Afrique francophone, Amérique latine et enfin Moyen-Orient et Afrique du Nord. Renforcés depuis le siège de Genève par des équipes de soutien et la supervision de la direction, ces pôles régionaux réagissent rapidement face aux conflits émergents grâce à une connaissance approfondie des contextes locaux et de solides contacts sur le terrain.

Discrète et efficace

L’approche discrète et confidentielle de HD lui permet d’intervenir dans des situations souvent inaccessibles aux acteurs officiels et aux représentants de la diplomatie traditionnelle. En outre, elle est indispensable pour garantir sa capacité à prendre des risques mesurés, obtenir les accès nécessaires, bâtir des relations de confiance et exercer un travail de médiation efficace.

Intègre et fiable

Les principes d’humanité, d’impartialité, de neutralité et d’indépendance sont les fondements mêmes de la philosophie et de la réussite de HD. L’organisation respecte rigoureusement cette éthique, et cela se sait. Sa réputation lui permet de maintenir des contacts avec toutes les parties en conflit et de cultiver des relations de confiance dans des situations de tension extrême.

Responsable et axée sur la qualité

Les activités flexibles et décentralisées de HD exigent de solides mécanismes de responsabilisation. L’organisation veille ainsi à ce que tous les projets, arrivés à des points de décision importants, soient soumis à des évaluations collégiales par son équipe centrale de suivi et d’évaluation. Pour garantir un haut niveau de qualité ainsi que le respect du principe de responsabilité, le système innovant de suivi et d’évaluation adopté par l’organisation comprend également les conseils d’experts en médiation, l’apprentissage par les pairs et la vérification indépendante des résultats de ses initiatives de médiation. HD est également soumis à divers audits financiers tout au long de l’année.

Inclusive dans les processus de paix

Pour favoriser l’inclusivité dans les processus de paix, HD soutient et encourage la participation constructive des femmes, des jeunes et des groupes de la société civile. La représentation de groupes divers peut en effet offrir des avantages significatifs. Elle permet notamment de faire émerger des idées novatrices et de nouvelles perspectives qui contribuent à résoudre des conflits et favorisent une paix et un développement durables.

Avec plus de 50 projets menés dans des zones de conflit majeures à travers le monde, HD a obtenu de solides résultats en 2020, malgré les nombreux obstacles que la pandémie de COVID-19 a semés sur le chemin de la paix.

Ses travaux de médiation ont permis d'obtenir des accords décisifs en Libye et des avancées dans de nombreux conflits locaux. Ils ont aussi fait progresser des dialogues sensibles de haut niveau portant sur des menaces géopolitiques.

HD en 2020 : la paix en perspective

Avec plus de 50 projets menés dans des zones de conflit majeures à travers le monde, HD a obtenu de solides résultats en 2020, malgré les nombreux obstacles que la pandémie de COVID-19 a semés sur le chemin de la paix. Ses travaux de médiation ont permis d'obtenir des accords décisifs en Libye et des avancées dans de nombreux conflits locaux. Ils ont aussi fait progresser des dialogues sensibles de haut niveau portant sur des menaces géopolitiques.

En parallèle de ses activités de terrain menées au Moyen-Orient, en Afrique, en Eurasie, en Asie et en Amérique latine, HD a développé son expertise et son offre numériques. L'organisation se devait en effet de s'adapter face à l'importance acquise par la cybersécurité et les médias sociaux dans le contexte moderne des conflits. Elle s'est également appliquée à favoriser l'inclusion dans les processus de paix et au sein des communautés tout en élargissant, formant et conseillant des réseaux de médiateurs locaux qui contribuent efficacement à résoudre et prévenir les conflits.

Pour contrer la menace de la pandémie dans les zones de guerre, HD a également :

- négocié une série de cessez-le-feu humanitaires afin de soutenir l'appel mondial lancé par le secrétaire général des Nations unies en mars 2020 ;
- livré des équipements sanitaires vitaux à des centaines de milliers de personnes isolées dans des zones de conflit ;
- lutté contre les informations mensongères propagées en ligne et mis à la portée de millions de personnes des informations fiables sur la santé grâce à des messages créatifs diffusés sur les médias sociaux.

Malgré la limitation des déplacements et des réunions en présentiel imposée par la pandémie, HD a maintenu ses résultats, continuant à créer les conditions nécessaires à la paix, à la stabilité et au développement pour des communautés, des économies et des pays. Parmi les projets menés durant l'année 2020, l'organisation a également :

- créé des voies de contact discrètes entre des puissances majeures en vue d'éviter les conséquences involontaires d'une escalade des tensions militaires et de la diminution des efforts diplomatiques ;
- coopéré avec certains des États les plus actifs au monde en matière de cybersécurité ;
- constitué et entretenu des réseaux de contacts auprès d'acteurs de conflits locaux ;
- travaillé avec des communautés affectées par des tensions sectaires et ethniques ou attaquées par des groupes armés.

Secouée depuis près d'une décennie par des violences et des bouleversements, la **Libye** a vu s'ouvrir en 2020 ses meilleures perspectives de

paix depuis bien longtemps. Une série d'accords ont en effet vu le jour suite à une préparation intensive de la part de HD. Les déclarations de cessez-le-feu du mois d'août ont donné lieu à des réunions en Suisse, où les parties ont convenu de relancer un processus politique en vue d'organiser des élections fin 2021.

Si les résultats obtenus en Libye sont sans doute les plus visibles, HD a négocié en 2020 une quinzaine d'autres accords tout aussi importants.

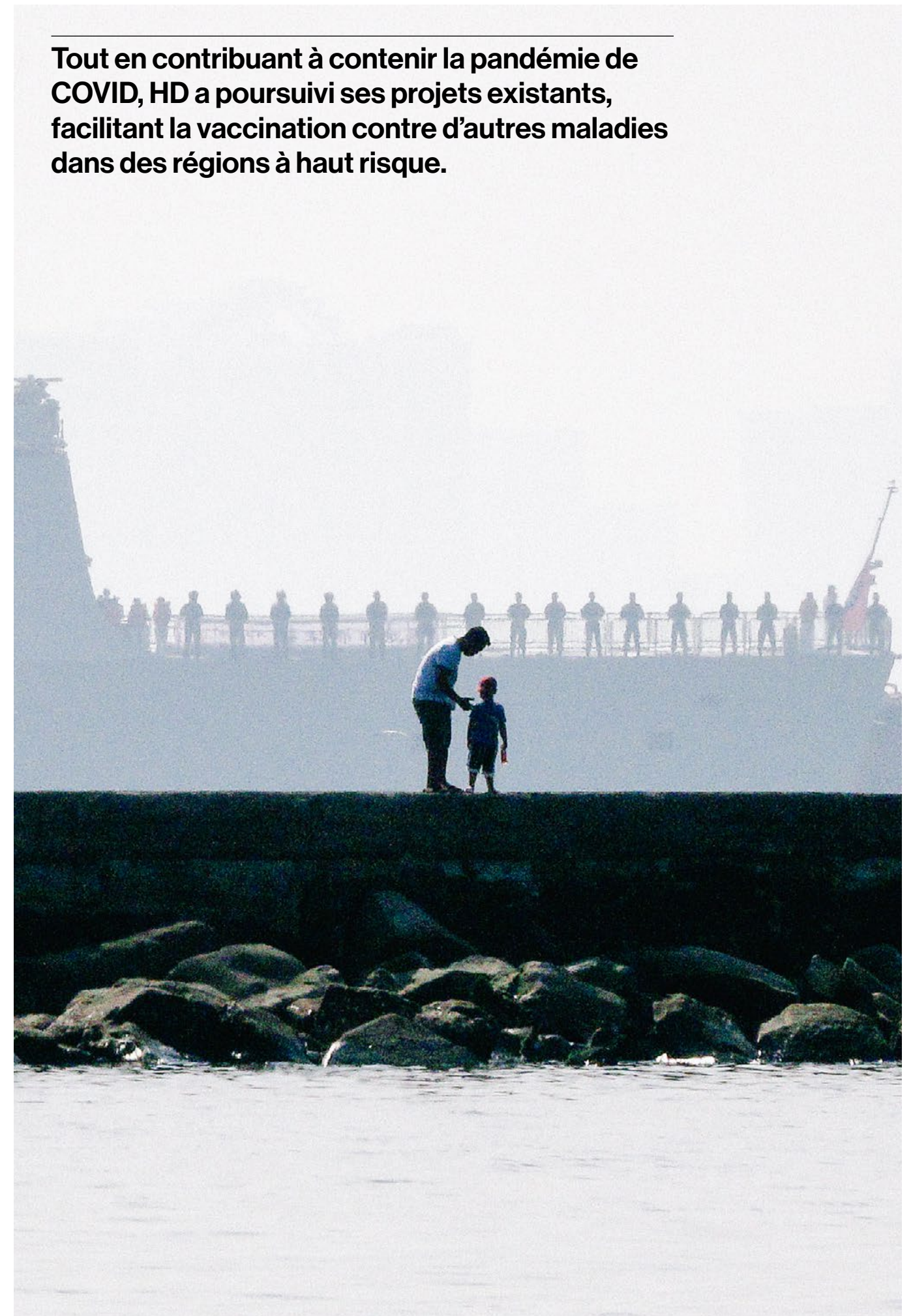
L'organisation a notamment contribué à la signature d'un cessez-le-feu de fait entre les milices d'**Irak** et les **États-Unis**. Elle a obtenu le premier accord signé ouvrant la voie à des pourparlers de paix au **Sénégal**, où perdure la plus ancienne insurrection d'Afrique. Le travail de HD a également permis une coopération humanitaire cruciale par-delà la ligne de contact en **Ukraine**, ainsi que le renforcement des accords de paix à **Mindanao**, île du sud des **Philippines** marquée par une forte instabilité.

En outre, l'organisation a soutenu une série d'accords locaux visant à réduire les violences intercommunautaires au **Sahel**. Avec un partenaire, elle a aussi exercé une médiation qui a permis la résolution de 17 conflits claniques dans l'**archipel de Sulu**, aux **Philippines**.

Ces résultats témoignent de l'expertise et de la ténacité des médiateurs de HD, mais aussi des avantages d'un modèle de fonctionnement agile et décentralisé. L'effectif de l'organisation est resté stable en 2020, avec 300 employés environ. Des services de soutien et une petite équipe de direction sont établis en son siège de Genève, tandis que la majeure partie du personnel travaille sur le terrain. Encadrés par des directeurs régionaux, ces collaborateurs comprennent un noyau de médiateurs nationaux ou médiateurs « de l'intérieur ».

En tant qu'organisation à but non lucratif spécialisée dans la diplomatie privée, la médiation et les initiatives de construction de la paix, HD tient à remercier ses bailleurs de fonds publics et privés pour leur soutien stratégique et leurs financements ciblés. Leur engagement sans faille, auquel s'ajoute la contribution de nouveaux bailleurs de fonds, est fondamental pour l'aider à mener ses projets, garantir son indépendance, stimuler l'innovation et préserver une réputation fondée sur la confiance, la confidentialité et l'impartialité.

Tout en contribuant à contenir la pandémie de COVID, HD a poursuivi ses projets existants, facilitant la vaccination contre d'autres maladies dans des régions à haut risque.



Des villageois philippins regardent un navire de la marine chinoise pénétrer dans le port de Manille, aux Philippines – © EPA-EFE Francis Malasig

La COVID dans les zones de conflit

La marque de fabrique de HD est sa capacité à entrer en relation avec des groupes armés et des communautés dans des zones de conflit souvent inaccessibles aux gouvernements centraux ou aux canaux diplomatiques traditionnels. Lorsque la pandémie de COVID s’est déclarée, entravant les déplacements et le travail des diplomates et des médiateurs, l’organisation est restée présente dans de nombreuses zones de conflit grâce à son réseau mondial d’équipes implantées régionalement et de partenaires locaux.

Dès mars 2020, les équipes de HD ont mobilisé leurs réseaux de contacts pour soutenir des initiatives de lutte contre la COVID, avec quatre priorités :

- fournir des informations vitales aux communautés difficiles d’accès ;
- surveiller la propagation de la COVID dans les zones de guerre et renforcer les mesures prises pour l’endiguer ;
- faciliter l’accès humanitaire aux personnes isolées par des conflits ;
- promouvoir des trêves humanitaires pour contribuer à lutter efficacement contre la pandémie.

Le 23 mars, le secrétaire général des Nations unies António Guterres a lancé un appel à un cessez-le-feu mondial. HD est alors intervenu auprès d’acteurs armés et de leaders communautaires de différentes régions du monde pour promouvoir une cessation des hostilités qui a permis de rechercher plus sereinement des réponses à la pandémie.

Au Cameroun, notamment, l’organisation a facilité un cessez-le-feu unilatéral, annoncé par les séparatistes du Sud. Elle a également contribué à la signature d’un accord de cessez-le-feu avec cinq membres de l’Alliance de l’opposition du **Soudan du Sud** (SSOMA), une coalition de groupes armés et de partis politiques d’opposition.

Même dans les régions où les hostilités se sont poursuivies, HD a tiré parti de sa connaissance approfondie des dynamiques de conflit et de ses relations de confiance pour mettre en contact autorités et acteurs armés et ainsi faire en sorte que l’aide parvienne aux personnes vulnérables. L’organisation a également utilisé des voies de communication confidentielles pour fournir des informations relatives à la COVID et, dans certains cas, faciliter le suivi de contacts à travers les lignes de front.

HD n’a pas vocation à dispenser une aide mais, dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie, il a apporté son soutien à plusieurs coopératives de femmes — deux dans le sud des **Philippines** et d’autres en **Somalie** et en **Ukraine** — qui produisent des masques destinés aux personnes travaillant en première ligne. L’organisation a également distribué des équipements de protection individuelle (EPI) dans des villages du **Sénégal** du, **Mali**, d’**Afghanistan** et de **Syrie**. Enfin, elle a coopéré avec des partenaires locaux du secteur de la santé au **Pakistan** pour fournir des masques, des produits hydroalcooliques et des kits d’EPI à plus de 400 000 personnes.

Médias sociaux et cyberspace

En 2020, HD a perfectionné son expertise, ses outils et ses capacités d’analyse numériques pour s’adapter face au rôle central que jouent les médias sociaux et la cybersécurité dans le monde actuel de la médiation et de la construction de la paix. Personne n’ignore en effet que les médias sociaux sont utilisés comme une arme pour attiser la violence dans des pays tels que le Myanmar et la Syrie. Ce que l’on sait moins, c’est que des acteurs de conflit et des personnalités influentes s’en servent aussi pour saper des processus de paix fragiles.

HD avait déjà développé, en coopération avec les Nations unies, une boîte à outils sur l’usage des technologies numériques. Mais la pandémie a poussé l’organisation à intensifier son action sur les médias sociaux dans de nombreux points chauds du monde, afin de diffuser

En 2020, HD a perfectionné son expertise, ses outils et ses capacités d’analyse numériques pour s’adapter face au rôle central que jouent les médias sociaux et la cybersécurité dans le monde actuel de la médiation et de la construction de la paix.



Militants prorusses de la République populaire autoproclamée de Donetsk (RPD) pendant un exercice militaire – © EPA-EFE Dave Mustaine

des informations vitales sur la santé et de lutter contre la désinformation pratiquée par certaines parties.

Au Nigeria, HD a ainsi contribué à la création d’une page Facebook consacrée à la diffusion d’informations sur la COVID qui a été vue par plus de 2 millions de personnes. En Malaisie, plus d’un million de personnes ont pu accéder à des contenus similaires dans cinq langues. À l’échelle mondiale, les messages d’information sur la COVID publiés sur Facebook par l’organisation ont obtenu plus de 5 millions de vues, et plusieurs centaines de milliers de « likes » et de partages.

Ces efforts numériques consacrés à la pandémie ont démontré le potentiel que les nouvelles technologies représentent pour les processus de paix sur lesquels travaille HD. Forte de cette constatation, l’équipe Médias sociaux et médiation de l’organisation a développé des conseils pratiques et des stratégies pour l’usage de ces plateformes dans le traitement des conflits. Elle recommande notamment :

- d’analyser les médias sociaux de manière à identifier des points d’entrée permettant d’amorcer un dialogue avec des acteurs de conflit ;
- de diffuser des communications stratégiques pour renforcer la légitimité des processus de dialogue ;
- d’utiliser les outils offerts par les médias sociaux comme une plateforme de dialogue ;
- de limiter les dommages causés par les médias sociaux en dialoguant avec les parties au sujet de leurs actions en ligne.

Dans le cadre de ces initiatives numériques, HD a élaboré un code de conduite destiné aux médias sociaux, testé pour la première fois lors d’élections locales en Indonésie. Ce code de conduite offre un modèle qui peut être adapté à des contextes autres que des campagnes électorales.

L’organisation s’est également associée à des experts renommés du monde numérique pour former un [groupe d’experts](#) de haut niveau qui mène un travail sur l’intégration des médias sociaux dans les accords de paix. Ses membres, qui sont issus d’organisations telles que le Stanford Internet Observatory, Build Up et la Chatham House, aident HD à développer des idées pilotes pour des projets dans ce domaine.

Par ailleurs, les cyberattaques qui ont visé des établissements de santé lors de la pandémie ont été révélatrices d’un risque de plus grande ampleur. Le respect insuffisant des normes régissant les hostilités numériques constitue en effet une menace sérieuse pour la sécurité internationale.

Deux processus multilatéraux menés par les Nations unies se poursuivent, mais la mise en œuvre des normes adoptées est entravée par des tensions géopolitiques. Face à ce contexte de défiance dans le cyberspace, HD a adopté une approche consistant à développer des mesures de confiance. Le but est d’atténuer les risques de voir des conflits existants envenimés par des actions mal interprétées dans le monde numérique.

Ce travail discret a permis d’identifier des domaines de coopération potentiels, y compris entre des États qui entretiennent des rapports antagonistes dans le cyberspace. HD a également organisé un dialogue entre un groupe régional d’États pour identifier les menaces majeures qui pèsent sur les infrastructures de communication essentielles et établir des plans d’action de suivi. L’organisation facilite aussi plusieurs discussions bilatérales discrètes sur ces questions.

Efforts de paix et inclusion

L'équipe de recherche et d'appui à la médiation (MESU) est le moteur de l'innovation et de l'excellence chez HD. Établie à Genève, l'équipe MESU développe de nouvelles approches de la médiation pour soutenir les projets de l'organisation. Elle déploie aussi des experts techniques en vue de renforcer les équipes régionales, dispense des formations et gère le système de suivi et d'évaluation de HD. Enfin, elle organise des discussions stratégiques et partage les enseignements tirés de ses projets avec la communauté de la médiation et de la construction de la paix.

En 2020, l'équipe a également coordonné le changement de cap opéré par HD pour faire face à la pandémie. Afin de garantir l'efficacité de l'organisation, elle a proposé des séances de réflexion rapide aux équipes de projet et à la direction et développé une version virtuelle des évaluations collégiales qui ont fait sa réputation. Elle a aussi mis en place des formations destinées aux équipes régionales afin de renforcer leur aisance numérique et leur capacité à échanger en ligne avec des acteurs de conflit.

Pour faire face aux changements rapides qui ont affecté le paysage des conflits et de la médiation, l'équipe MESU a par ailleurs enrichi son portefeuille d'outils d'apprentissage, de suivi, d'évaluation et de stratégie. Elle a en outre continué d'animer les discussions entreprises entre les organisations du secteur de la médiation et la communauté des bailleurs de fonds sur les pratiques de suivi et d'évaluation.

En 2020, l'équipe MESU a également :

- adapté ses outils de suivi et d'évaluation au contexte de la pandémie ;
- développé des partenariats avec le Comité international de la Croix-Rouge, des chercheurs et des universitaires pour piloter de nouvelles approches permettant de mieux rendre compte de la contribution de HD à la paix ;
- étendu le champ de ses activités d'apprentissage en concevant et dispensant de nouveaux cours en ligne (par exemple sur la facilitation de réunions à distance avec des acteurs de conflit) ;
- organisé des réunions d'information ouvertes à l'ensemble de l'organisation sur des sujets cruciaux liés aux pratiques de la médiation.

Pour promouvoir l'innovation opérationnelle, l'équipe MESU a par ailleurs augmenté ses capacités de manière à fournir un soutien thématique aux équipes de HD dans trois principaux domaines : la médiation inclusive et réactive au genre, la médiation environnementale et l'impact du crime organisé et des économies illicites sur la médiation.

L'équipe a également redoublé ses efforts sur les questions de **genre** et d'**inclusion**, qui représentent une priorité stratégique. Depuis de nombreuses années, HD travaille avec des groupes de femmes et de jeunes pour renforcer les réponses apportées aux conflits violents. L'organisation encourage notamment la participation des femmes aux réseaux d'observateurs de la paix dans la Middle Belt du **Nigeria** et coopère avec des femmes et des jeunes au **Sahel**.

Par ailleurs, le soutien de HD aux participantes du **Forum de dialogue politique libyen** a contribué à l'adoption, dans la feuille de route des élections, d'une recommandation établissant un quota minimum de 30 % de femmes au sein du futur gouvernement.

En 2020, l'organisation a également renforcé ses capacités internes en lançant un projet d'aide à la médiation axé sur le genre et l'inclusion. Ce projet vise à développer les compétences des collaborateurs de HD en matière de conception et de mise en œuvre de processus de paix inclusifs. Il leur offre des opportunités de renforcement de capacités et des outils d'analyse de conflit et de programmation sensibles au genre. Le projet fournit également aux équipes opérationnelles des conseils stratégiques et un appui technique sur les questions de genre et d'inclusion. Enfin, il favorise l'apprentissage interrégional et les échanges de bonnes pratiques, au sein de l'organisation mais aussi



Médiation agropastorale au Sahel : des bénéficiaires du projet au Niger – © HD

avec la communauté de la médiation dans son ensemble, grâce à des échanges collaboratifs.

L'équipe MESU développe des capacités et une expertise thématique similaires pour la médiation environnementale et les problèmes liés au crime organisé et aux économies illicites. Elle a permis à des équipes de HD de concevoir des initiatives opérationnelles dans ces domaines et mis l'organisation en relation avec la communauté d'experts qui travaille sur ces questions. Des collaborations avec d'autres équipes de HD sont prévues dans un avenir proche.

Sur le volet environnemental, les équipes de l'organisation pilotent plusieurs approches. Certaines consistent à faciliter des dialogues sur les menaces écologiques induites par les conflits armés et à traiter les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces derniers représentent en effet une source d'instabilité majeure au Nigeria et au Sahel. En 2020, l'équipe MESU a entrepris de renforcer les capacités et l'expertise de HD dans le domaine de la médiation environnementale et de promouvoir la prise en compte des problèmes liés au climat et aux ressources environnementales et naturelles dans les processus de paix et au-delà. L'organisation développe également des outils pour aider les équipes de projet à déterminer l'impact du crime organisé et des économies illicites sur les contextes dans lesquels elles travaillent, mais aussi à concevoir des programmes adaptés pour faire face à ces réalités.

Organisé chaque année par HD en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères norvégien, le **Forum d'Oslo** est un événement phare de la communauté de la médiation. Des invités de grande importance s'y rassemblent pour examiner les tendances des conflits et partager leurs expériences.

La pandémie ayant cette année contraint les coorganisateur à reporter le Forum, ceux-ci ont lancé une série de podcasts appelée « **The Mediator's Studio** ». Les intervenants, des personnalités majeures du secteur de la médiation, y échangent points de vue et meilleures pratiques et évoquent les coulisses de leur activité.

Les podcasts de 2020 comprennent des entretiens avec :

- Ghassan Salamé, ancien représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Libye, qui s'est exprimé avec une grande franchise sur le multilatéralisme moderne et la coopération internationale ;
- Sanam Naraghi Anderlini, fondatrice et directrice exécutive du Réseau international d'action de la société civile (ICAN), qui est revenue sur son rôle dans la rédaction de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité ;
- Martin Griffiths, envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen et fondateur de HD, dont il a également été le directeur. Il a évoqué les origines de la diplomatie privée et ses premiers efforts pour rétablir la paix dans la province indonésienne d'Aceh, ainsi que son rôle actuel dans l'un des conflits les plus complexes de notre époque.

Les rencontres du Forum d'Oslo reprendront en personne dès que la situation sanitaire le permettra, mais le « Mediator's Studio » continuera à jouer un rôle clé dans la démarche de partage d'informations de l'équipe avec la communauté de la médiation. En 2020, le

Depuis de nombreuses années, HD travaille avec des groupes de femmes et de jeunes pour renforcer les réponses apportées aux conflits violents.

Forum a notamment publié un rapport sur la médiation dans les mouvements de masse et un entretien avec Miriam Coronel-Ferrer, qui a été la négociatrice principale lors du processus de paix mené aux Philippines.

Les podcasts et les publications du Forum d'Oslo sont consultables à l'adresse www.hdcentre.org/fr/.

Les questions de genre et d'inclusion représentent des priorités stratégiques pour HD, qui travaille notamment avec des groupes de femmes et de jeunes pour renforcer les efforts de paix au Nigeria et au Sahel.

En 2020, le soutien de HD au Forum de dialogue politique libyen a permis d'obtenir un engagement majeur : 30 % des futurs postes gouvernementaux devront être occupés par des femmes.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Livrée depuis près d'une décennie aux affrontements, à l'anarchie et à la fragmentation sociale, la **Libye** compte parmi les contextes de conflit les plus instables au monde. Pourtant, à la fin de l'année 2020, malgré des ingérences extérieures et la menace toujours présente des mercenaires, les leaders libyens avaient franchi un grand pas vers un accord politique négocié par les Nations unies. Comme l'a reconnu le bureau du secrétaire général de l'ONU, HD a joué un rôle décisif dans cette avancée.

Pendant la première moitié de l'année, les forces de Khalifa Haftar – aidées de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de mercenaires russes et d'autres acteurs – ont poursuivi leurs attaques aériennes et terrestres contre les forces soutenant le gouvernement d'union nationale (GUN) reconnu par les Nations unies et qui bénéficiait quant à lui de l'appui de la Turquie et de mercenaires étrangers.

Alors que les combats faisaient rage, HD a pu porter secours à des civils en négociant, par l'intermédiaire de ses contacts au sein des milices rivales, une reprise de l'approvisionnement en eau pour les 2 millions d'habitants de Tripoli. En juin, le camp pro-GUN a repoussé l'offensive de Haftar. Ce rééquilibrage de l'équation militaire a entraîné une trêve des combats, mais la montée en puissance des forces menaçait de déclencher un nouvel affrontement majeur sur la ligne Syrte-Al Djoufrah.

En coopération étroite avec la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), HD a saisi cette opportunité pour renforcer l'accalmie et relancer le processus politique. La médiation exercée par l'organisation a porté ses fruits en août, lorsque les responsables des deux camps rivaux de Libye ont appelé à un cessez-le-feu. Avec le chef de la MANUL, HD a facilité des pourparlers en Suisse entre les acteurs clés du conflit libyen et négocié un accord à Montreux sur une feuille de route politique. Celle-ci a par la suite été développée avant d'être approuvée par le Forum de dialogue politique libyen à Tunis en novembre dernier, sous les auspices des Nations unies.

Les participants du Forum de dialogue politique libyen se sont accordés sur le mécanisme de formation et de sélection du nouveau gouvernement d'unité et sur la tenue d'élections en décembre 2021.

Tout au long de l'année, HD a soutenu le processus onusien en dialoguant avec les acteurs régionaux pour tenter de contenir les risques de guerre par procuration et en organisant régulièrement des réunions d'information et des consultations dans les capitales régionales et internationales avec d'importants acteurs internationaux.

En **Tunisie**, HD a également effectué de nombreuses navettes entre les partis et les acteurs politiques pour aider le pays à surmonter les divisions qui ont dominé la politique nationale après 2019. Le soutien de l'organisation a contribué à la création d'un nouveau gouvernement en février. Alors qu'enflaient les protestations contre des conditions sociales et économiques encore aggravées par la pandémie, HD a continué à conseiller les partis politiques et les responsables du gouvernement sur la gestion des menaces pour la sécurité, en prêtant une attention particulière à l'évolution de la situation en Libye voisine.

Après une décennie marquée par des pertes humaines et matérielles massives, la guerre civile en **Syrie** est entrée dans une zone floue, avec des affrontements limités mais aucune perspective de paix et la menace toujours présente de nouvelles flambées de violence. Le pays s'est trouvé divisé en trois zones contrôlées par différentes forces locales, chacune bénéficiant du soutien de puissances majeures. La complexité de la situation politique défiait par conséquent les efforts entrepris par les Nations unies pour négocier des accords nationaux en vue de mettre fin à la guerre.

Grâce à son réseau unique de contacts, HD a pu engager un dialogue constructif avec toutes les parties en 2020, ce qui a permis de désamorcer des tensions au niveau local et régional. Dans le nord-est de la Syrie, l'organisation a soutenu le renforcement de l'accord de cessez-le-feu d'Idlib, conclu entre la Russie et la Turquie en mars. Elle a ainsi contribué à éviter l'attaque catastrophique d'une petite zone où s'étaient des millions de personnes déplacées par les combats.

Les flux transfrontaliers d'aide humanitaire en provenance de la Turquie restent sujets à contentieux, et le veto de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies a imposé une réduction du nombre de points de passage. Dans ce contexte, HD a organisé des consultations auprès de toutes les parties prenantes sur une charte humanitaire qui, si elle est

ratifiée, facilitera l'acheminement de l'aide. Grâce à des contacts avec Damas et la Russie, l'organisation a par ailleurs maintenu l'accès aux zones contrôlées par le gouvernement. En l'absence d'un règlement politique plus large, elle a également facilité des efforts visant à trouver des arrangements sur une gouvernance transitionnelle afin d'aider la population à retrouver une vie plus normale.

Dans le nord-est de la Syrie, HD a assuré une liaison entre les autorités turques et les leaders kurdes en vue d'éviter une nouvelle confrontation militaire. Pendant ce temps, sa médiation a atténué les tensions entre les autorités kurdes et les communautés arabes. Un dialogue mis en place via une plateforme de médiation établie par l'organisation à Deir ez-Zor a par ailleurs permis la libération de milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants, qui étaient détenues dans le camp d'Al-Hol. Cette avancée a encouragé HD à mettre en place des voies de dialogues similaires dans d'autres régions. Pour lutter contre la pandémie, l'organisation a en outre collaboré étroitement avec les autorités locales pour distribuer des équipements d'hygiène et de protection individuelle aux populations vulnérables de Manbij et Deir ez-Zor.

En **Irak**, les tensions ethniques et sectaires attisées par les atrocités commises par le groupe État islamique ont compté parmi les plus grandes menaces à la stabilité que HD a traitées en 2020, notamment en entamant un dialogue avec des milices chiïtes. Le pays s'est en outre trouvé dans une position délicate, au premier plan de la confrontation entre les États-Unis et l'Iran. L'assassinat d'un puissant général iranien lors d'une frappe américaine au début de l'année 2020, conjuguée aux protestations massives contre un gouvernement incapable de fournir des services publics efficaces, n'a fait qu'accentuer cette situation. Il était urgent de mener un dialogue pour répondre aux griefs de la communauté et éviter de nouvelles vagues de violence.

Dans le cadre de son action de lutte contre la pandémie, HD a réussi à obtenir des milices Saraya al-Salam et Kataeb Hezbollah, deux des plus importantes unités de mobilisation populaires irakiennes, qu'elles s'engagent à observer une trêve humanitaire. Pour ce faire, l'organisation a assuré une liaison avec les Américains, ce qui a permis aux engagements humanitaires de fonctionner comme une suspension de fait des attaques contre les installations américaines en Irak pendant plusieurs mois.

La trêve a également créé des conditions favorables à la formation d'un nouveau gouvernement et à la nomination d'un Premier ministre, Mustafa Al-Kadhimi, après des mois d'atermoiements et de manifestations. En s'appuyant sur les contacts établis l'année précédente, HD a tenu une conférence de deux jours à Basra. Celle-ci a permis de traiter les griefs à l'origine des protestations et favorisé de nouveaux échanges entre la communauté et les autorités nationales.

Malgré les contraintes liées à la COVID, HD a organisé des rencontres entre des tribus sunnites d'Al-Anbar, province instable située à la frontière de la Syrie. Ces entretiens ont facilité la communication avec les commandants militaires locaux et le gouvernement central et persuadé les tribus d'autoriser le retour des personnes déplacées. L'organisation a en outre facilité des contacts entre les Yézidis, minorité victime d'exclusion en Irak, et les autorités régionales et fédérales. Ce travail visait à désamorcer les tensions qui entourent les questions des rapatriés, des droits fonciers et des relations troublées avec les communautés arabes.

Au **Liban**, HD s'est efforcé d'empêcher le mécontentement populaire de dégénérer en violences, le gouvernement se montrant incapable de remédier à des difficultés sociales et économiques croissantes. L'explosion survenue à Beyrouth en août n'a fait que redoubler la colère de la population et exacerber les tensions sociales.

Les confinements dus à la pandémie ont limité considérablement les contacts en personne avec une génération montante d'acteurs politiques. Cependant, des cycles de dialogue organisés dans quatre gouvernorats ainsi que de nombreuses discussions bilatérales ont permis à l'organisation d'élaborer un plan d'action. Celui-ci doit être présenté à l'occasion d'une conférence nationale contre la corruption. Dans le cadre de son action contre la COVID, HD a tiré parti de son accès et de ses relations dans le pays pour mettre en place et coordonner un groupe de travail, formé d'organisations humanitaires internationales et libanaises. Il a ainsi facilité l'accès médical à l'un des camps de réfugiés les plus gravement touchés par la pandémie.

Les flux transfrontaliers d'aide humanitaire en provenance de la Turquie restent sujets à contentieux, et le veto de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies a imposé une réduction du nombre de points de passage. Dans ce contexte, HD a organisé des consultations auprès de toutes les parties prenantes sur une charte humanitaire qui, si elle est ratifiée, facilitera l'acheminement de l'aide.



Des soldats turcs surveillent la route et empêchent le passage de civils afin d'assurer la protection de la patrouille russo-turque à Idlib, en Syrie – © EPA-EFE Yahya Nemah

Afrique francophone

Au cours des dix dernières années, les conflits qui touchent le Moyen-Orient ont très souvent fait les gros titres de la presse mondiale. Mais l'année 2020 a vu l'amorce d'un changement, les médias accordant une attention croissante à la région du Sahel et aux menaces liées à l'effondrement des gouvernements, à la migration et au changement climatique.

Le **Sahel** est la région qui a subi la plus forte augmentation du nombre de personnes déplacées en 2020. Les opérations de contre-insurrection dirigées par la France, avec le soutien des gouvernements du G5 Sahel et d'une dizaine de pays européens, n'ont pas encore endigué la montée des attaques de civils menées par des groupes djihadistes qui se disputent territoires et influence. Bien au contraire, la lutte pour les ressources attise des conflits de plus en plus militarisés entre communautés, mais aussi entre nomades et agriculteurs.

En soutenant des réseaux de médiateurs et en facilitant des contacts avec les autorités publiques, HD a poursuivi ses avancées en Afrique francophone. L'organisation a adopté une stratégie ascendante là où la présence d'un gouvernement national et de services publics est faible ou inexistante.

En 2020, l'organisation a mené 40 projets de médiation en Afrique francophone et recruté plus de 900 médiateurs locaux au sein de son réseau agropastoral, qui s'étend de la Mauritanie à la région du lac Tchad. Les nombreux accords communautaires conclus par ce réseau ont mis fin à des conflits et prévenu des éruptions de violence. Ils ont aussi démontré que des efforts inclusifs pouvaient créer des poches de stabilité.

Par ailleurs, l'organisation s'efforce de lutter contre la violence dans la zone poreuse et très instable des trois frontières entre le **Mali**, le **Niger** et le **Burkina Faso**. Disputée par des groupes armés djihadistes et non djihadistes, cette région demeure pour l'essentiel hors de portée des gouvernements centraux et des services publics.

Au Burkina Faso, HD a organisé quatre consultations auprès des communautés et des autorités de la région sahélienne du pays afin d'étudier les racines de l'instabilité et de produire des recommandations en vue de trouver une issue. C'était la première fois que les autorités envisageaient des solutions non militaires au conflit.

Au Mali, plusieurs médiations amorcées par HD dans la région de Mopti ont permis d'atténuer les tensions et de prévenir des conflits entre groupes armés.

Le coup d'État militaire survenu dans le pays en 2020 a mis en évidence la fragilité et l'instabilité qui entourent la transition vers un nouveau gouvernement. Il a aussi paralysé les consultations prévues par HD dans le but de relancer l'Accord d'Alger de 2015. L'organisation a néanmoins pu mettre en œuvre des cadres de gestion de la sécurité dans le nord de Tombouctou et la région de Gao. Elle a également exercé une médiation auprès de groupes armés dans le cercle de Diré.



Médiation agropastorale au Sahel – © HD

HD a par ailleurs coopéré avec des responsables religieux du centre et du nord du Mali pour définir des stratégies de régulation des prêches et préparer des messages de paix destinés à être diffusés en 2021. En négociant des accords entre des communautés peules, les autorités locales et des chasseurs, l'organisation a en outre contribué à réduire les tensions dans la région centrale du pays.

HD a également organisé un forum régional sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, auquel ont participé des représentants des communautés et des autorités locales des deux côtés de la frontière qui sépare le Niger du Nigeria. L'événement a permis d'avancer sur la création de mesures de prévention des conflits et la formation d'un comité bilatéral chargé du suivi de leur mise en œuvre.

Alors que les rivalités pour l'accès aux pâturages et aux ressources s'intensifient, les conflits qui opposent agriculteurs et éleveurs d'un bout à l'autre du Sahel deviennent de plus en plus militarisés. On assiste ainsi à une amplification des risques de violence dans un environnement déjà instable.

Au niveau local, HD a continué à mettre sur pied des réseaux de médiateurs au sein de communautés nomades et sédentaires du **Mali**, du **Niger**, du **Burkina Faso**, de la **Mauritanie** et du **Tchad**. Leur action s'est révélée efficace, tant dans la résolution que dans la prévention d'affrontements. Avec les 27 réseaux créés en 2020, l'organisation en compte désormais 63, soit 2 000 médiateurs répartis dans 130 communes.

Dans les cinq pays qui ont participé à l'initiative en 2020, ces réseaux ont réglé près de 400 microconflits et abouti à la restitution de plusieurs milliers de têtes de bétail. HD a en outre travaillé avec plusieurs communautés pour mettre au point des accords sur la gestion de réserves

d'eau majeures. Au **Mali** et au **Burkina Faso**, l'organisation a identifié différents couloirs de passage pour les nomades et les troupeaux en vue de la délimitation de ces voies, prévue en 2021.

Au Sahel, où la population compte 60 % de personnes de moins de 30 ans et augmente de 3 % chaque année, les perspectives de paix reposent largement sur l'inclusion de la jeunesse. C'est pourquoi HD a continué à organiser des dialogues entre les autorités nationales et des groupes de jeunes dans les pays du G5 Sahel. Il est en effet capital que les nouvelles politiques élaborées reflètent davantage les préoccupations des jeunes générations, qu'elles vivent dans les zones urbaines ou rurales.

HD a contribué à organiser une série de rencontres au niveau national pour aborder les questions de la radicalisation religieuse, de la migration et de l'accès à l'éducation et à l'emploi. L'organisation a aussi continué à proposer à des représentants de groupes de jeunes des programmes de formation en communication, gestion des élections et sensibilisation de la collectivité. Enfin, le ministère de la Jeunesse du **Burkina Faso**, suite à une initiative de HD, est en train de développer un plan visant à promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Au **Sénégal**, malgré les retards accusés par plusieurs activités en raison de la pandémie, HD a obtenu le premier accord signé entre le gouvernement et trois des quatre factions armées qui forment le Mouvement des forces démocratiques pour la Casamance (MFDC), la plus ancienne rébellion d'Afrique.

L'organisation a aidé les factions à concilier leurs différents intérêts pour présenter une position de négociation commune. Elle a aussi encouragé la participation de groupes de la société civile, de femmes et de jeunes afin d'élargir le soutien en faveur du règlement pacifique

HD a contribué à organiser une série de rencontres au niveau national pour aborder les questions de la radicalisation religieuse, de la migration et de l'accès à l'éducation et à l'emploi.

de ce conflit, qui dure depuis 30 ans. Le protocole d'entente sur des mesures de confiance, signé par les trois factions en décembre, ouvre la voie à des pourparlers en vue d'un processus de paix.

HD a également cherché à développer une plateforme de négociation commune pour les séparatistes anglophones du **Cameroun**. Il s'agissait de répondre à la demande de soutien de la Suisse, qui souhaite désamorcer le conflit de plus en plus violent qui oppose le gouvernement francophone et les indépendantistes. L'organisation a coopéré avec des groupes de femmes camerounaises pour élargir le soutien à cette initiative. Dans le courant de l'année, elle a ainsi vu la résistance des groupes séparatistes diminuer de manière significative, ce qui permet d'envisager des négociations directes entre les deux parties en 2021.

Alors que l'on assistait à une escalade des tensions intercommunales au **Togo**, HD a contribué à développer et former un réseau de comités locaux pour la paix qui ont obtenu des résultats non négligeables dans la gestion de conflits. La pression est plus forte dans les régions du nord, le long de la frontière avec le Burkina Faso, où les agriculteurs et les éleveurs se disputent des ressources limitées.

Les mesures de lutte contre la pandémie, auxquelles se sont ajoutés des retards de financement, ont affecté les activités prévues au Togo en 2020. HD a cependant participé à la négociation de deux accords, à la préparation d'un troisième et à la création de nouveaux comités pour la paix. Autant d'efforts qui ont contribué à améliorer les connaissances locales des dynamiques de conflit et à renforcer la confiance du gouvernement dans le processus.

La **République centrafricaine** a été le théâtre d'une flambée de violence fin 2020. Survenue avant les élections, cette crise a révélé la fragilité des efforts entrepris pour renforcer l'autorité du gouvernement et construire une plateforme en vue de stabiliser le pays.

HD a travaillé avec les 14 groupes armés en vue de renforcer leur adhésion à l'Accord politique pour la paix et la réconciliation conclu avec le gouvernement en 2019. L'organisation a également fourni des conseils spécialisés sur l'élaboration d'une loi sur la justice transitionnelle qui, fait important, a été adoptée par l'Assemblée nationale en 2020. Elle a en outre dispensé des formations sur les plans de désarmement, démobilisation et réintégration.

Les violences perpétrées par des groupes armés autour de la période électorale ont créé une incertitude quant à l'avenir de plusieurs programmes. Mais elles ont également réaffirmé le rôle clé que joue HD en agissant comme un intermédiaire neutre entre les parties et au sein de la communauté internationale.

Grâce à ses contacts auprès des groupes armés de République centrafricaine, l'organisation a par ailleurs facilité la rédaction d'une déclaration de soutien à la lutte contre la COVID et permis à plus d'un demi-million de personnes de bénéficier du vaccin contre la poliomyélite. HD a aussi mis sur pied trois nouveaux réseaux de médiateurs agropastoraux qui ont résolu quelque 60 litiges locaux entre des agriculteurs et des éleveurs.

Afrique anglophone et lusophone

Une escalade de violence a enflammé les États du nord-est du **Nigeria** en 2020. Plus d'une décennie d'insurrection islamiste menée par Boko Haram a aggravé des conflits sociaux et politiques profondément enracinés entre les communautés et causé la mort de plus de 30 000 personnes.

La multiplication des opérations menées contre Boko Haram par la milice d'autodéfense Civilian Joint Task Force à Borno et dans les États du nord environnants ajoute encore aux menaces qui pèsent sur la paix. En coopération avec des responsables religieux et des leaders communautaires, HD promeut un discours alternatif qui s'appuie sur une interprétation communément admise et pacifique des principes islamiques pour offrir aux communautés un rempart contre la propagande extrémiste.

L'organisation a renforcé la sensibilisation à ce discours en 2020. D'une part, elle a instauré un dialogue avec des responsables fédéraux, des milices et des groupes communautaires et créé deux groupes, Women in Dialogue et Peace Champions, qui jouent un rôle de médiation dans les litiges communautaires. D'autre part, elle a amplifié considérablement la portée de ce message en créant la page « Borno Peace Forum » (Forum pour la paix de Borno) sur Facebook et en se servant des médias sociaux pour faire entendre des voix crédibles aux communautés les plus isolées.

Dans les États de la Middle Belt du Nigeria, l'insécurité a connu une forte augmentation. Ces dernières années, les Réseaux de gestion de la paix mis sur pied par HD, qui comptent une forte proportion de femmes, ont réussi à réduire le niveau de violence entre les agriculteurs et les éleveurs mais aussi entre les différents groupes ethniques et religieux. Cependant, l'année 2020 a vu s'ajouter aux tensions existantes les mesures de confinement liées à la COVID et l'intensification des manifestations contre une unité de police, la « Brigade spéciale de répression des vols » (SARS).

Plusieurs accords de paix locaux conclus dans cette région ont toutefois montré que les communautés étaient résolues à rechercher des moyens pacifiques de régler leurs différends. Celles-ci ont également signé plusieurs communiqués pour se conformer à l'appel à un cessez-le-feu mondial lancé par le secrétaire général des Nations unies.

Au cours des années précédentes, HD avait favorisé des accords de paix dans les États de Jos et de Kaduna Sud. En 2020, l'organisation a également créé des réseaux dans l'État de Benue et coopéré avec de nombreux chefs traditionnels et groupes communautaires pour contribuer à gérer les tensions. Elle a également touché un large public avec la page Facebook « Initiatives for Peace » (Initiatives pour la paix). Cette dernière diffusait des messages de paix et des conseils pour se protéger de la COVID afin de contrer les fausses informations sur la pandémie qui menaçaient d'exacerber les griefs des communautés.

Au **Soudan**, HD est intervenu à de nombreux niveaux, à la demande du Premier ministre et d'autres responsables politiques, pour soutenir les efforts de stabilisation entrepris après la destitution d'Omar Al-Bashir en 2019. L'organisation a fourni des conseils techniques à une partie des signataires de l'accord de paix de Juba conclu en août entre le gouvernement de transition et plusieurs groupes rebelles.

Le gouvernement doit gérer les attentes et promouvoir une vision inclusive de l'avenir à laquelle les régions du Soudan peuvent adhérer. Cela représente un défi majeur après des décennies de régime autoritaire et de conflits qui, au Darfour et ailleurs, ont causé des milliers de morts.

En coopération avec l'Union européenne, HD a organisé la première d'une série de séances de discussions ouvertes qui se tiendront dans quatre régions. Les autorités locales, la société civile, les femmes, les jeunes et d'autres groupes y seront invités à dialoguer sur les intérêts communs que servirait une transition pacifique réussie.

Toujours au Soudan, l'organisation a participé avec les ministères à des discussions sur la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la



Une jeune fille vend des masques fabriqués localement sur un pont piétonnier à Ikeja, banlieue de Lagos (Nigéria) – © EPA-EFE Akintunde Akinleye

sécurité. Elle a également créé un partenariat avec le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en vue de soutenir les travaux de la Commission de justice transitionnelle, dont la création est prévue en 2021.

La paix s'est révélée plus difficile à obtenir au **Soudan du Sud**. Dans cette région, la formation d'un gouvernement d'unité en février a vu un apaisement du conflit entre les parties au processus politique, mais aussi une escalade terrible des attaques menées contre les communautés des différents États.

Des séances de dialogue informel orchestrées par HD au cours des deux dernières années entre organisations humanitaires, commandants supérieurs d'Équatoria-Central et groupes politiques ont permis

d'améliorer l'accès humanitaire à la région de Yei River. Bien que les restrictions liées à la COVID aient empêché le déroulement de certaines activités prévues au Soudan du Sud en 2020, l'organisation a réussi à mettre en place des réunions en ligne. Celles-ci ont permis d'identifier les priorités humanitaires en Équatoria et de lever les obstacles à l'acheminement de l'aide. HD a également facilité un dialogue entre travailleurs humanitaires, groupes armés et responsables gouvernementaux en vue de fournir aux communautés de la région un accès à l'aide humanitaire.

En **Éthiopie**, les régions d'Oromia et d'Amhara ont été le théâtre de violences intercommunautaires tandis qu'au Tigré, les tensions politiques ont donné lieu à une véritable guerre entre le gouvernement et le Front de libération du peuple du Tigré.

Dans la région d'Oromia, HD a tiré parti d'une étude commandée par ses soins sur les parties et la dynamique du conflit pour établir des contacts au niveau fédéral, régional et local. L'organisation a également développé des relations avec des partenaires locaux, notamment le Conseil interreligieux d'Éthiopie, à qui elle a dispensé des formations en médiation.

Devant l'escalade du conflit au Tigré, HD a en outre apporté son soutien à l'initiative menée par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo en vue d'apaiser les tensions et d'établir une voie de dialogue entre le Front de libération du peuple du Tigré et le gouvernement.

Eurasie

Dans l'ensemble de l'Eurasie, les dynamiques politiques, économiques et sociales ont changé, créant de nouvelles zones de troubles dans une région déjà aux prises avec des conflits tenaces.

Plus de cinq ans après les accords de Minsk et la feuille de route visant à mettre fin aux affrontements armés dans l'est de l'**Ukraine**, le conflit n'est toujours pas résolu et les combats continuent de menacer la vie des civils.

Même les préoccupations communes causées par la COVID n'ont pas suscité l'élan qui aurait permis de s'attaquer à des sources de tensions plus vastes. Dans ce contexte délicat, la valeur des activités menées au niveau national par HD n'est apparue que plus évidente. En maintenant les échanges entre Kiev et la région du Donbass sur des questions politiques, économiques et écologiques cruciales, l'organisation a en effet contribué à gérer la situation et prévenir une crise à plus grande échelle sur le terrain.

Les interventions de HD ont produit des résultats tangibles en Ukraine. Alors que les combats menaçaient de couper l'approvisionnement en eau assuré par une station d'épuration essentielle, l'organisation a facilité des contacts avec les participants au processus de paix. Ceux-ci ont fourni des garanties de sécurité qui ont permis de maintenir le fonctionnement de l'infrastructure.

Les échanges que HD a réussi à préserver entre le gouvernement et les zones se trouvant hors du contrôle de Kiev ont porté sur tous les sujets, du commerce aux questions particulièrement sensibles de la justice transitionnelle. À Istanbul, l'organisation a réuni des femmes des deux camps, ouvrant ainsi une nouvelle voie de dialogue que les participantes ont indiqué vouloir maintenir.

À la demande des équipes de négociation des deux parties, HD a également fourni des conseils techniques sur les points de convergence susceptibles de les aider à faire avancer les pourparlers. L'organisation a en outre commandé à des économistes russes une étude sur les avantages que la paix apporterait à la Russie. Les restrictions liées à la pandémie l'ont empêchée de poursuivre plus avant son projet de dialogue sur la mer d'Azov entre l'Ukraine et la Russie. Toutefois, elle a continué à préparer une réunion trilatérale (avec la Turquie) consacrée à la sécurité en mer Noire.

Le processus de paix officiel dirigé par l'OSCE peine à mettre en œuvre des mesures de confiance. En revanche, le processus international de type Track 1.5 mené par HD progresse discrètement mais sûrement dans sa recherche d'une solution réaliste pour sortir du conflit.

La restriction des déplacements a interrompu les rencontres en personne dans le cadre du dialogue de haut niveau mené par HD. Celui-ci s'est cependant poursuivi en ligne, signe de la volonté des participants de développer des idées pour rétablir la paix.

La pandémie et l'instabilité politique n'ont guère favorisé la normalisation des relations entre le **Kosovo** et la **Serbie**.

Le Kosovo a vu la mise en place et la chute de deux gouvernements en 2020, tandis qu'en Serbie, des élections organisées en juin ont entraîné la formation d'un nouveau gouvernement trois mois plus tard. Alors que le Kosovo était aux prises avec une déferlante de cas de COVID, HD a mobilisé des experts qui ont conseillé les autorités sanitaires sur les mesures d'atténuation à prendre. L'organisation a déployé d'autres experts pour mener des ateliers avec des responsables ethniques albanais et serbes. Ces séances de travail visaient à étudier le projet retardé, et controversé, de création d'une association/communauté des municipalités à majorité serbe.

Pour renforcer son travail dans les domaines sanitaire et politique, HD a noué un partenariat avec des ONG locales sur les stratégies de communication sur les médias sociaux. Le but était de sensibiliser les minorités en diffusant des messages de santé et d'obtenir l'adhésion de la population aux efforts de normalisation des liens.

Par ailleurs, la guerre de 44 jours qui a opposé l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour le contrôle du **Haut-Karabakh** a marqué une nouvelle étape dans un conflit aux racines profondes tout en soulignant l'instabilité de la dynamique de pouvoir qui prévaut dans la région. Le cessez-le-feu négocié par la Russie a permis de suspendre les hostilités sans pour autant rétablir une stabilité à long terme. HD a formé un groupe d'experts composé de représentants des deux parties au conflit, de la Russie, des États-Unis et de deux acteurs régionaux clés, la Turquie et l'Iran. Ce groupe s'est réuni fin 2020 pour faire le point sur les événements et commencer à proposer des mesures visant à apaiser les tensions.



Détenu ukrainien lors d'un échange de prisonniers entre militants ukrainiens et prorusses près de la ville d'Horlivka, occupée par le camp prorusse – © EPA-EFE Yevgen Honcharenko



Des troupes du gouvernement philippin patrouillent en véhicule militaire lors du plébiscite en faveur de la loi fondamentale sur le Bangsamoro, à Jolo, dans le sud des Philippines – © EPA-EFE Ben Hajan

Asie

La COVID a présenté des défis de taille pour les nombreux niveaux d'activité menés par HD en Asie. Les efforts diplomatiques en face à face étant devenus impossibles, les tensions régionales en **mer de Chine méridionale** se sont aggravées et le traitement des conflits entre acteurs étatiques et non étatiques en Asie du Sud-Est est devenu plus difficile.

En outre, les confinements et les interdictions de voyager ont mis un frein immédiat aux rencontres en personne. Pourtant, les équipes pays se sont rapidement adaptées à la situation, permettant à HD de préserver ses relations existantes avec les parties en conflit et d'en établir de nouvelles, mais aussi de réaliser des avancées importantes dans l'ensemble de ses projets de construction de la paix.

Le refroidissement de plus en plus marqué entre la Chine et l'administration Trump en 2020 a placé les relations entre les deux pays sur une trajectoire qu'il sera très difficile d'infléchir à court terme. Cette situation a donné d'autant plus de valeur au travail mené par HD. L'organisation a facilité un dialogue et des simulations dans le but d'apaiser les tensions militaires dans la région du Pacifique occidental et de développer un code de conduite sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'armement.

Dans un contexte où la rhétorique devient de plus en plus agressive d'un côté comme de l'autre, l'organisation a réuni un groupe de travail composé d'anciens responsables militaires venus de Chine et des États-Unis. Celui-ci a identifié les risques majeurs et élaboré un code de conduite sur les armes utilisant l'intelligence artificielle. Le texte a été transmis aux représentants de la Défense et de la Politique étrangère de Pékin et de Washington, où il a nourri des discussions sur la gestion de crise.

Le recours de plus en plus fréquent à la politique de la corde raide par les deux armées dans la **mer de Chine méridionale** a souligné le caractère opportun de cette initiative. En 2020, HD a organisé deux exercices de simulation de crise navale qui, en montrant la réalité de la situation, ont contribué utilement aux discussions et soulevé le besoin impérieux pour les deux parties de développer des mesures concrètes de gestion des risques. Ces exercices ont également permis d'alerter les hauts responsables sur l'urgence d'améliorer la communication de crise entre les deux pays.

Toutefois, les risques d'escalade dangereuse ne découlent pas uniquement des déplacements de vaisseaux militaires. En effet, ces dernières

Pour poursuivre son action auprès du Front de libération islamique moro (FLIM) et du Front moro de libération nationale (FMLN) malgré les restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire, HD a étendu son partenariat avec des ONG locales et obtenu ainsi des résultats tangibles.

années, la plupart des incidents se sont produits entre des navires de pêche et des garde-côtes.

Les négociations entre la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) sur l'adoption d'un code de conduite ont été reportées à 2021 en raison de la pandémie. Cependant, HD a continué à organiser des ateliers sur la définition de principes communs de fonctionnement en vue de garantir l'application du droit maritime et le traitement humain des pêcheurs. L'organisation a également mis en place un atelier consacré à la gestion des ressources halieutiques, répondant ainsi au besoin de préserver des espèces spécifiques qui assurent la subsistance de quelque 4 millions de personnes dans la région.

Au **Myanmar**, les avancées vers un cessez-le-feu entre la Tatmadaw (les forces armées) et les nombreuses organisations ethniques armées demeurent très incertaines. Dans l'État Rakhine (ou État de l'Arakan), les combats acharnés qui ont opposé la Tatmadaw et l'armée d'Arakan ont entraîné le déplacement de 200 000 personnes avant de laisser place à un cessez-le-feu temporaire à la fin de l'année.

Des affrontements violents ont éclaté dans d'autres régions, notamment dans l'État Shan. Certaines organisations ethniques armées ont cependant adhéré aux principes d'un gouvernement fédéral lors d'une conférence de paix qui s'est tenue en août.

Dans cet environnement, HD a offert une voie de communication unique entre des acteurs ethniques influents de Rakhine et le gouvernement. L'organisation a pu faciliter des rencontres entre une équipe de coordination humanitaire arakanaise composée de groupes de la société civile de Rakhine et le ministre en chef de l'État et son cabinet, qui ont permis d'examiner les besoins humanitaires urgents.

Dans l'État Shan, HD a convié des organisations ethniques armées à un dialogue qui a contribué à maintenir le cessez-le-feu que celles-ci avaient accepté en 2019. L'organisation a également permis à des femmes de participer aux discussions portant sur le secteur de la sécurité. En coopération avec le Women and Peace Action Network, elle a en effet organisé des ateliers avec des combattantes et abordé des sujets tels que le suivi du cessez-le-feu.

Par ailleurs, HD a réussi à maintenir une voie de communication entre le Myanmar et le Bangladesh alors que les relations entre les deux pays continuaient de se dégrader, faisant craindre un conflit. L'épidémie de COVID, conjuguée au conflit dans l'État Rakhine, a suspendu la majorité des rencontres en face à face, pourtant essentielles pour mener des discussions sur les questions sensibles de sécurité nationale. HD a cependant organisé deux réunions entre des représentants des parties (l'une en personne, l'autre en ligne), qui se sont entendus sur une feuille de route commune pour préparer le rapatriement des réfugiés rohingyas.

Même lorsque les rencontres n'étaient pas possibles, le maintien des contacts entre les représentants militaires des deux parties s'est révélé décisif, puisqu'il a permis d'atténuer les tensions causées par une concentration de troupes le long de leur frontière commune. HD a également continué à faciliter des contacts entre les parties et les États de l'ANASE environnants tout en assurant une liaison avec d'autres parties prenantes internationales, notamment l'envoyé spécial des Nations unies pour le Myanmar et des groupes de réflexion affiliés au gouvernement chinois.

Aux **Philippines**, la mise en œuvre du plan de paix de 2014 pour l'île de Mindanao a connu une petite avancée malgré les tensions causées par la pandémie dans une région marquée par une sécurité fragile, des rivalités persistantes entre les principaux clans et des violences chroniques.

Pour poursuivre son action auprès du Front de libération islamique moro (FLIM) et du Front moro de libération nationale (FMLN) malgré les restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire, HD a étendu son partenariat avec des ONG locales et obtenu ainsi des résultats tangibles. En coopération avec l'une d'elles, Pakigdait, l'organisation a pu apaiser considérablement les tensions en réglant les désaccords entre deux commandants influents du FLIM qui avaient menacé de saboter le processus de paix. Elle a également travaillé avec un autre partenaire, Tumikang Sama-Sama, pour obtenir un rapprochement entre le FLIM et le FMLN.

Les efforts menés par HD pour favoriser l'élaboration d'une stratégie économique commune ont porté leurs fruits en juillet, lorsque le Parlement de la Région autonome du Bangsamoro dans le Mindanao musulman a approuvé son premier plan de développement. L'organisation a également soutenu les mesures entreprises par le gouvernement du Bangsamoro pour démobiliser les anciens combattants et convertir des camps militaires puissamment fortifiés en installations civiles productives destinées aux communautés. Parallèlement à ces initiatives, Tumikang Sama-Sama a continué à exercer un rôle de médiation dans des conflits claniques à Sulu. L'ONG a ainsi résolu 17 litiges en 2020.

En **Thaïlande**, la première moitié de l'année 2020 a été largement assombrie par la pandémie. Les médias sociaux, qui constituent la principale source d'information pour plus de la moitié de la population, ont été au centre de l'attention de HD.

En 2019, l'organisation avait créé Cofact.org, un forum de vérifications de faits. Cette plateforme passe au crible les actualités et les opinions diffusées sur les médias sociaux thaïlandais afin de lutter contre la désinformation et les propos politiques haineux. Un an plus tard, ce forum s'est révélé un instrument efficace : il a offert un espace d'expression à des médecins, des experts internationaux et des responsables politiques pour combattre les fausses informations sur la pandémie, qui menaçaient d'exacerber les tensions sociales et politiques dans le pays.

Le forum Cofact.org s'est avéré tout aussi précieux lorsque les protestations étudiantes ont pris de l'ampleur à partir de la seconde moitié de l'année. Les critiques adressées au gouvernement dominé par les militaires se sont muées en revendications inédites et potentiellement explosives, le mouvement exigeant désormais une réforme profonde de la monarchie. Les discussions officielles menées dans le sud de la Thaïlande avec les parties au conflit sont restées au point mort en 2020. Cependant, des contacts informels facilités par HD ont permis de continuer à rechercher des mesures de réduction de la violence et à maintenir des relations entre les principales parties.

L'organisation a par ailleurs continué à soutenir un dialogue entre des membres de la communauté **papoue** et l'Indonésie, à l'heure où le gouvernement de Jakarta réfléchit à la manière dont il va répondre aux revendications indépendantistes de la Papouasie. Il projette de prolonger le statut d'autonomie spéciale de la région, ce qui est loin de satisfaire les aspirations des Papous.

La pandémie, mais aussi l'incapacité du gouvernement à prendre des mesures sanitaires efficaces, ont accentué la méfiance de la communauté papoue à l'égard de Jakarta, ainsi que sa résistance à une telle initiative. En partenariat avec des ONG locales, HD s'est entretenu avec des leaders papous pour contribuer à élaborer une position commune sur la question de l'autonomie. L'organisation est également intervenue auprès des autorités indonésiennes, notamment les cabinets du président et du vice-président et plusieurs ministères, pour leur offrir des éclairages sur le point de vue de la communauté papoue, jusqu'alors largement ignoré par Jakarta.

Amérique latine

Au **Nicaragua**, deux tentatives de dialogue entre le gouvernement et des mouvements d'opposition de la société civile ont eu lieu depuis que le conflit a éclaté au milieu de l'année 2018. Cependant, aucune n'a produit de solution négociée globale à même de résoudre les problèmes d'importance nationale débattus par les parties. En 2020, le contexte n'a pas offert de nouvelles opportunités de progrès sur ce front.

La pandémie a limité considérablement les échanges de HD avec les acteurs nationaux clés, pour des raisons de confidentialité. Le **Venezuela** est quant à lui resté empêtré dans une profonde crise politique, sociale, économique et humanitaire. La scène politique a été dominée par les élections parlementaires qui se sont tenues début décembre.

Face à la crise sanitaire, un projet axé sur l'aide humanitaire a été lancé dans le cadre de l'Initiative mondiale de HD en réponse à la crise de la COVID-19. Cet effort, mené grâce à la coopération d'acteurs nationaux clés et aux recherches préparatoires de l'organisation, a permis de définir deux nouveaux axes de travail qui seront développés en 2021.



Luz Reyes, 19 ans, bloquée au Panama en raison de la pandémie de COVID-19, manifeste devant l'ambassade du Venezuela pour demander des vols humanitaires au départ de Panama City – © EPA-EFE Bienvenido Velasco

Gouvernance – Le Conseil de fondation

Les activités du Centre pour le dialogue humanitaire sont supervisées par un Conseil, qui représente l'organe suprême de la fondation.

Le Conseil, qui se réunit deux fois par an, est composé de trois comités :

- le Comité d'audit et des finances,
- le Comité opérationnel,
- le Comité des ressources humaines.

Les treize membres actuels du Conseil siègent à titre bénévole et privé.

En 2020, M. l'ambassadeur Raymond Loretan et M. l'ambassadeur Herman Schaper sont arrivés au terme de leur mandat. HD tient à leur exprimer sa gratitude pour leur précieuse contribution au fonctionnement de l'organisation et leur dévouement au service de sa mission de construction de la paix au cours de ces dernières années.

En 2020, le Conseil de fondation a accueilli deux nouveaux membres, M. l'ambassadeur Karl Eikenberry et Mme Margot Wallström.



Espen Barth Eide
Président du Conseil de fondation

M. Espen Barth Eide siège en tant que député au Parlement norvégien, où il représente le Parti travailliste. Avant son élection en septembre 2017, il a été conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies pour Chypre de 2014 à 2017. M. Eide a également occupé les fonctions de directeur et de membre du conseil d'administration du Forum économique mondial à Genève de 2014 à 2016. Entre 2000 et 2013, il a exercé les mandats de ministre des Affaires étrangères, de ministre de la Défense, de ministre adjoint des Affaires étrangères et de ministre adjoint de la Défense de la Norvège. Après avoir rejoint le Conseil de fondation de HD en 2013, M. Eide en est devenu le vice-président en 2015 et le président en 2019.



M. l'ambassadeur Pierre Vimont
Vice-président du Conseil de fondation

M. Pierre Vimont est chercheur associé à Carnegie Europe, où ses travaux portent sur la politique européenne de voisinage, les relations transatlantiques et la politique étrangère française. De 2010 à 2015, il a occupé le poste de secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, après avoir poursuivi pendant 38 ans une carrière au sein de la diplomatie française. M. Vimont possède le titre d'ambassadeur de France, une distinction à vie qui n'est octroyée qu'à de rares diplomates. Il est en outre chevalier national de l'ordre du Mérite de la République française. Pierre Vimont a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2015. Il en a été le Président de 2016 à 2019 avant d'en être nommé vice-président en 2019.



Sarah F. Cliffe
Présidente du Comité opérationnel

Mme Sarah Cliffe est la directrice du Centre sur la coopération internationale de l'université de New York. Avant d'occuper ce poste, elle a été la représentante spéciale de la Banque mondiale pour le *Rapport sur le développement dans le monde : conflits, sécurité et développement*. Elle a également exercé les fonctions de conseillère spéciale et de sous-secrétaire générale pour les capacités civiles auprès de l'ONU. Mme Cliffe travaille depuis 25 ans dans des pays qui émergent d'un conflit ou sont en transition politique, notamment l'Afghanistan, l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, Haïti, l'Indonésie, le Libéria, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Somalie, le Soudan du Sud et le Timor oriental. À la Banque mondiale, son travail a porté sur la reconstruction post-conflit, le développement conduit par les communautés et la réforme de la fonction publique. Elle a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2015.



Neil Janin
Président du Comité des ressources humaines

Directeur émérite de McKinsey & Company, M. Neil Janin conseille des cadres dirigeants sur les questions de stratégie et de leadership. Il est également président du conseil d'administration de la Bank of Georgia et membre du conseil d'administration d'Ipsos SA et de plusieurs organisations à but non lucratif. Au cours des 27 années qu'il a passées au sein de McKinsey, il est intervenu dans tous les domaines de la pratique organisationnelle : conception, leadership, gouvernance, amélioration des performances, transformation et changement de culture. M. Janin est membre du Conseil de fondation de HD depuis 2013.



Armin Slotta
Président du Comité d'audit et des finances

M. Armin Slotta a travaillé plus de 30 ans chez PricewaterhouseCoopers (PwC), où il a acquis des compétences solides en matière de soutien aux organisations et sociétés multinationales en conseillant des dirigeants et des gestionnaires du monde entier. De 2015 à 2017, il a dirigé le programme d'innovation de PwC en Allemagne ainsi que son Foreign Business Network, qui aide les clients allemands à élaborer et appliquer des stratégies à l'étranger, en particulier sur les marchés en développement. Jusqu'en 2015, M. Slotta a fait partie de l'équipe de direction de l'activité Assurance de PwC Allemagne. Il dirigeait alors plusieurs divisions, notamment les services de conseil en marchés de capitaux et en expertise comptable. M. Slotta a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2018.



Dre Dewi Fortuna Anwar
Membre du Conseil de fondation

Mme Dewi Fortuna Anwar est professeure-chercheuse à l'Institut indonésien des sciences (LIPI), où elle a également occupé le poste de vice-présidente du département des sciences sociales et humaines de 2001 à 2010. Membre de l'Académie indonésienne des sciences, elle est en outre vice-présidente du Habibie Center de Jakarta, dont elle a présidé l'Institut de la démocratie et des droits de l'homme. De 2010 à 2017, Mme Anwar a été secrétaire adjointe aux Affaires politiques auprès du vice-président indonésien Boediono, puis adjointe chargée des services d'appui aux politiques gouvernementales auprès du vice-président Jusuf Kalla. Elle a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2019.



M. l'ambassadeur Karl Eikenberry
Membre du Conseil de fondation

M. Karl Eikenberry est professeur au Schwarzman College de l'université Tsinghua, à Pékin, et membre non résident de l'Institut du Liechtenstein sur l'autodétermination à l'université de Princeton. Auparavant, il a dirigé l'Initiative de sécurité États-Unis-Asie au Centre de recherche Asie-Pacifique Shorenstein de l'université de Stanford. Au sein de l'Institut d'études internationales Freeman Spogli, il a également été membre du Centre pour la démocratie, le développement et l'État de droit, du Centre pour la coopération en matière de sécurité internationale et du Centre européen. Ambassadeur des États-Unis en Afghanistan de 2009 à 2011, M. Eikenberry s'est vu confier la direction du volet civil de l'opération de contre-insurrection menée par le président Obama pour créer les conditions du plein rétablissement de la souveraineté afghane. Au cours de ses 35 ans de carrière militaire, il a occupé des fonctions de commandement de haut niveau et des postes politico-militaires en Afghanistan, en Europe, en Chine, en Corée du Sud, à Hawaï et sur le continent américain. M. Eikenberry a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2020.



Grace Forrest

Membre du Conseil de fondation

Mme Grace Forrest est la cofondatrice de Walk Free, groupe international de défense des droits de l'homme qui s'est donné pour mission d'éradiquer l'esclavage moderne. Depuis sa création en 2011, cette fondation est devenue l'une des plus importantes organisations de lutte contre l'esclavage au monde. Mme Forrest a beaucoup travaillé en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, où elle a utilisé la photographie et la communication narrative pour transmettre les expériences de victimes de l'esclavage. Actuellement, son attention se porte tout particulièrement sur le sort des communautés de réfugiés. Mme Forrest représente Walk Free dans des forums internationaux, notamment lors d'événements organisés aux Nations unies et au Vatican, et codirige également la Fondation Minderoo. Elle a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2017.



Ameerah Haq

Membre du Conseil de fondation

Mme Ameerah Haq a occupé le poste de vice-présidente du Groupe indépendant de haut niveau pour les opérations de maintien de la paix des Nations unies et de secrétaire générale adjointe des Nations unies pour l'appui aux missions de 2012 à 2014. Elle a près de 40 ans d'expérience au sein de l'ONU, dont 19 années passées sur le terrain. Mme Haq a exercé les fonctions de représentante spéciale du secrétaire général pour la Mission des Nations unies au Timor oriental. Elle a également été représentante spéciale adjointe du secrétaire général et coordonnatrice résidente des Nations unies au Soudan et en Afghanistan, ainsi que coordonnatrice résidente des Nations unies en Malaisie et au Laos. Elle a en outre occupé plusieurs postes à responsabilité au sein du Programme des Nations unies pour le développement. Mme Haq donne des conférences dans des universités américaines et européennes et lors d'événements organisés par divers groupes de réflexion et instituts de recherche. Elle a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2015.



Dr Jakob Kellenberger

Membre du Conseil de fondation

M. Jakob Kellenberger a présidé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de 2000 à 2012. Ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères et chef de la Direction politique du Département fédéral suisse des Affaires étrangères de 1992 à 1999, il a également poursuivi une carrière diplomatique, avec des mandats dans les ambassades de Suisse à Madrid, Bruxelles et Londres. De 1984 à 1992, il a dirigé le Bureau en charge de l'intégration européenne, avec le titre de ministre puis d'ambassadeur. Il était alors responsable des relations avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange. M. Kellenberger enseigne à la Faculté de droit de l'université de Salamanque, en Espagne. Il a reçu la Croix de grand officier de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne en 2012 et l'insigne de Commandeur de la Légion d'honneur de la République française en 2013. M. Kellenberger a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2013.



Dre Joanne Liu

Membre du Conseil de fondation

Mme Joanne Liu a exercé les fonctions de présidente internationale de Médecins Sans Frontières (MSF) de 2013 à 2019. Pendant cette période, elle a joué un rôle moteur en alertant la communauté internationale lors de crises humanitaires médicales telles que l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, les attaques d'hôpitaux et le déplacement forcé de personnes. Pendant sa carrière à MSF, elle a effectué plus de 20 missions médicales humanitaires de terrain. Formée à l'École de médecine de l'université McGill, elle a obtenu une bourse de recherche en pédiatrie d'urgence et possède un master de leadership en santé. Dans le cadre de ses activités, Mme Liu a notamment élaboré un programme de soins intégrés pour les victimes de violences sexuelles et créé une plateforme de télé-médecine permettant à des médecins de zones rurales de communiquer avec des spécialistes du monde entier. Elle a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2019.



Dre 'Funmi Olonisakin

Membre du Conseil de fondation

Mme 'Funmi Olonisakin est la vice-présidente et la vice-directrice internationale du King's College de Londres, où elle enseigne dans les domaines de la sécurité, du leadership et du développement. Elle a également dirigé l'African Leadership Centre, qu'elle a créé dans le but de former la nouvelle génération d'intellectuels et d'analystes africains spécialisés dans la sécurité et le développement. De 2003 à 2013, Mme Olonisakin a exercé les fonctions de directrice du Groupe de conflit, sécurité et développement du King's College après avoir travaillé pour le bureau du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le sort des enfants en temps de conflit armé. Elle fait également partie des sept membres du groupe consultatif d'experts chargés d'examiner l'architecture de consolidation de la paix des Nations unies et siège au sein du groupe consultatif d'experts pour l'étude des Nations unies sur les jeunes, la paix et la sécurité. Mme Olonisakin est membre du Conseil de fondation de HD depuis 2013.



Margot Wallström

Membre du Conseil de fondation

Mme Margot Wallström a été élue au Parlement suédois en 1979 avant d'exercer les fonctions de ministre de la Jeunesse, des Collectivités et des Consommateurs de 1988 à 1991, de ministre de la Culture de 1994 à 1996 et de ministre des Affaires sociales de 1996 à 1998. Elle a travaillé pour l'ONG Worldview Global Media au Sri Lanka avant d'occuper le poste de commissaire européenne à l'environnement de 1999 à 2004, puis de première vice-présidente de la Commission européenne de 2004 à 2010. Devenue présidente de l'Initiative ministérielle du Council for Women World Leaders en 2007, Mme Wallström a également été, de 2010 à 2012, la première représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, poste créé par l'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon. Par la suite, elle a occupé les fonctions de ministre des Affaires étrangères suédoises de 2014 à 2019. Mme Wallström a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2020.



Dr Javier Solana

Président d'honneur

M. Javier Solana a été secrétaire général du Conseil de l'Union européenne et haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne de 1999 à 2009. Il a également exercé les fonctions de secrétaire général de l'OTAN de 1995 à 1999 et de ministre des Affaires étrangères de l'Espagne de 1992 à 1995. M. Solana est actuellement Président du Center for Global Economy and Geopolitics de l'Esade et membre émérite de la Brookings Institution sur les questions de politique étrangère. Il est également président de l'Aspen Institute en Espagne, Senior Fellow de la Hertie School of Governance et professeur invité à la London School of Economics.



Andrew Forrest

Mécène international

Président de la compagnie Fortescue Metals Group et président et cofondateur de la Fondation Minderoo, M. Andrew Forrest compte parmi les philanthropes les plus actifs et les hommes d'affaires les plus prospères d'Australie. Passionné par le sujet de la préservation des océans, il a récemment obtenu son doctorat en écologie marine. Nommé en 2019 « parrain de la nature » par l'Union internationale pour la conservation de la nature, M. Forrest est également membre du Comité consultatif scientifique convoqué par le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) pour mener une évaluation des déchets et des microplastiques dans le milieu marin. Il a reçu la médaille australienne des Sports et la médaille du Centenaire de l'Australie et a été le premier lauréat du prix de l'entrepreneur de l'année « EY Entrepreneur of The Year Alumni Social Impact ». Avec sa fondation Minderoo, M. Forrest a cofondé deux organisations : Walk Free, dont le but est de mettre fin à l'esclavage moderne, et Generation One, qui promeut l'égalité des chances pour l'ensemble de la société australienne.

Investir dans la paix

Après une décennie de croissance stable, les financements de HD ont subi les répercussions de la pandémie de COVID-19 : le budget de l'organisation s'est élevé à 39 millions de francs suisses en 2020, soit 6 % de moins que l'année précédente. Si l'intérêt économique et humain de la paix est évident, l'innovation et la persévérance nécessaires pour y contribuer exigent des investissements importants et durables.

Malgré les difficultés causées par la crise sanitaire en 2020, HD a étendu sa présence dans des dizaines de zones de conflits parmi les plus hostiles au monde, avec de nouveaux projets et de nouvelles équipes.

L'organisation a besoin du soutien continu de ses bailleurs de fonds existants, mais aussi de nouvelles contributions provenant de fondations, de fiducies charitables et autres organisations philanthropiques. Ces financements sont indispensables à sa croissance et à la réussite de ses initiatives de médiation et de construction de la paix dans le monde incertain qui est le nôtre.

HD a su s'adapter aux défis de la pandémie en prenant une série de mesures innovantes qui lui ont permis de poursuivre ses projets de médiation et d'en entreprendre de nouveaux. En Libye, par exemple, ses efforts menés sur les réseaux sociaux et numériques ont contribué à aider le pays à sortir de la guerre civile. Et lorsque de nouveaux conflits ont éclaté dans d'autres régions du monde en 2020, l'organisation a réagi rapidement pour trouver des espaces de dialogue.

En tant qu'organisation à but non lucratif, HD reçoit à la fois un soutien stratégique et des financements alloués à des projets précis. Tous deux sont essentiels à son fonctionnement.

Le **soutien stratégique** est un gage d'indépendance et d'efficacité qui stimule la croissance de l'organisation et l'innovation. Il permet à HD de maintenir un niveau décisif de flexibilité dans la planification de ses travaux et garantit la continuité de leur mise en œuvre.

Grâce à cette souplesse, l'organisation réagit rapidement lorsqu'un conflit surgit ou que des opportunités de médiation, de dialogue ou d'échanges techniques se présentent. Ainsi, le programme Médias sociaux et médiation met en œuvre une approche efficace pour atténuer les troubles et les menaces qui prolifèrent dans le cyberspace, à l'heure où les lignes de front des conflits sont de plus en plus de l'ordre du numérique. Devant ces nouveaux défis, HD met tout en œuvre pour renforcer l'innovation en développant sans cesse son soutien stratégique.

Les **financements ciblés**, qui représentent la majeure partie du soutien apporté par les bailleurs de fonds, permettent à l'organisation de maintenir un portefeuille d'initiatives varié dans le monde entier. En 2020, HD a travaillé sur plus de 50 projets en Afrique, en Asie, en Eurasie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, intervenant dans des conflits qui comptent parmi les plus violents et fragmentés au monde.

L'organisation a été fondée en 1999 avec les financements non attribués de la Suisse et des institutions de la Croix-Rouge. À la fin de sa deuxième année, et avec le projet Aceh mené en Indonésie, l'organisation avait trouvé son modèle de financement pour une décennie.

Un accord-cadre pluriannuel avec la Norvège et un financement de base garanti par le Danemark, l'Irlande, le Royaume-Uni et la Suède sont venus renforcer ses fondations suisses.

Le soutien sans faille d'un petit groupe de bailleurs de fonds a permis à HD de développer son modèle de médiation de type Track 1 et ainsi de contribuer aux premières réussites de la diplomatie privée moderne. Peu à peu, ce modèle s'est répandu et les bailleurs de fonds ont compris que les initiatives de médiation durable et démultipliée menées par des acteurs non étatiques répondaient à un besoin grandissant. La deuxième décennie de HD a alors été marquée par de nouveaux financements venus de l'Allemagne, de l'Union européenne et des Pays-Bas, ce dernier se présentant sous la forme d'un partenariat stratégique.

Ce soutien n'a cessé de se renforcer au cours des années, et l'organisation compte aujourd'hui plus de dix principaux bailleurs de fonds, parmi lesquels l'Australie et le Canada, qui financent d'importants programmes.

Cet engagement indéfectible, auquel s'ajoute la contribution précieuse de bailleurs de fonds privés, permet à HD :

- de contribuer par son expertise, ses connaissances et son expérience à des efforts de construction de la paix fondés sur la confiance et la confidentialité ;
- de conserver un solide ancrage suisse et ainsi d'exercer des médiations dans le monde entier grâce à sa position neutre et impartiale ;
- d'innover et de développer des programmes mieux conçus, mais aussi plus inclusifs et durables.

HD tient à exprimer sa reconnaissance à tous les bailleurs de fonds et les partenaires qui ont contribué à ses travaux pendant ces vingt dernières années. Leur soutien financier crucial, et dans certains cas leur appui politique et stratégique, lui a permis de se développer et d'apporter un changement positif dans de nombreuses zones de conflit.

L'organisation souhaite également exprimer sa reconnaissance à la Ville de Genève, qui met à sa disposition la Villa Plantamour. Ce cadre exceptionnel, neutre et discret est idéal pour mener à bien ses travaux de construction de la paix.

Enfin, HD invite les organismes publics, organisations privées et fondations philanthropiques intéressés par son action à rejoindre ses bailleurs de fonds et ses partenaires. Ils soutiendront ainsi des efforts essentiels pour réduire l'intensité des conflits, rétablir la paix et créer des opportunités de développement pour des millions de personnes aux quatre coins du monde.

Dépenses de projets de HD en 2020

